



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3033
18 septembre 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

La division, arme des patrons Entre travailleurs, pas de frontières!

PHOTOSLO



**Hausse
des prix**
**Les salaires
doivent suivre!**

Page 4

Palestine
**Occupation
et crimes
de guerre**

Page 8



**Nathalie
Arthaud**

**Samedi 26 septembre
à 15 heures**

Salle de la Mutualité à Paris

Leur société

- Budget : le courrier du cœur de Lecornu au patronat 3
- Ce n'est pas aux travailleurs de payer ! 3
- Contre la vie chère : quelle mobilisation ? 4
- Pouvoir d'achat : les salaires et la vie des travailleurs d'abord ! 4
- Pour quelques milliards de moins... 4
- Fête de l'Humanité : radicaux... le temps d'un week-end 5
- Contre le grand capital, respectueusement 5
- Retraites : un racket de 6 milliards 5
- Travailler jusqu'à 70 ans ? 5
- Radio France : une vilaine odeur de Sapin 6
- La vérité censurée 6
- Carcassonne : un policier raciste parmi d'autres 6
- À bas la loi « permis de tuer » 6
- Le 29 septembre : contre l'austérité gouvernementale 7
- Marins-pêcheurs : les gros poissons mangent les petits 7
- École Marie-Curie - Sevrans 7
- Nouveau service militaire 12
- Frichti : les patrons doivent rendre des comptes 12
- Hayange - Moselle : le RN vise les plus pauvres 12
- Nos lecteurs écrivent 12
- IA : les plus incontrôlables ne sont pas les machines 16

Dans le monde

- Israël : Netanyahu et ses crimes de guerre 8
- Le génocide à Gaza documenté 8
- États-Unis : barbarie dans les geôles 8
- Yémen : l'enlèvement saoudien 9
- 25 ans après le 11 septembre : le désastre de la « guerre contre le terrorisme » 9
- Maroc : crise sociale et démagogie électorale 10
- Corée du Sud : mourir pour le détroit d'Ormuz ? 10
- Espagne : les grévistes d'Airbus décrochent « un master en luttes » 16

Il y a cinquante ans

- Afrique du Sud 1976 : le soulèvement de Soweto 11

Dans les entreprises

- Industries électrique et gazière 13
- Keolis - Ivry et Vitry 13
- Inspection du travail 13
- CGI Bordeaux 14
- Stellantis - Rennes 14
- Goodyear - Amiens 14
- Hôpital - Beauvais 15
- Hôpital - Metz 15

Agenda

- Meeting et fêtes 3

Non à la guerre entre travailleurs !

Le Pen est entrée en campagne et son axe politique est très clair : c'est haro sur les travailleurs immigrés. C'est une diversion, et c'est à vomir.

Qui nous rackette quand on passe aujourd'hui à la pompe à essence ? Les immigrés ou les rapaces qui sont à la tête de Total et Cie, et qui encaissent des milliards ? Qui ferme usine après usine, privant de leur seul gagne-pain les travailleurs de toutes origines, sinon une bande de parasites et d'héritiers comme les Peugeot, les Agnelli, les Mulliez ? Qui écrase nos salaires et fait reculer nos conditions de travail, le voisin pauvre d'à côté au RSA ou les grands actionnaires qui n'ont jamais mis les mains dans le cambouis ?

Le Pen prétend résoudre le problème du logement. Mais sa « solution » n'est pas d'imposer à Vinci ou à Bouygues de construire ni de rénover plus de logements. C'est d'instituer « la préférence nationale ». Elle veut priver de logement des aides à domicile, des ouvriers, des agents d'entretien..., enfin tous ceux indispensables à la marche de la société.

Les travailleurs immigrés pourront passer leur vie à construire et rénover les logements sociaux à s'en casser le dos, mais ils ne pourront pas y habiter ! Et quand Le Pen parle de supprimer les APL aux uns, ce n'est pas pour augmenter les allocations des Français qui en ont besoin, mais pour renflouer les caisses de l'État en lieu et place des plus riches.

Cette manière de diviser et d'opposer les travailleurs les uns aux autres, alors que nous partageons tous des conditions de travail et de vie de plus en plus dures, est révoltante.

Il faudrait que les travailleurs se déchirent entre eux pour savoir qui aura droit à un logement, qui aura un salaire, qui aura une place en crèche ou qui sera correctement pris en charge à l'hôpital ? Et encore une fois, les travailleurs immigrés n'auraient que le droit de trimer ?

Si l'on raisonne ainsi, si l'on ne comprend pas qu'il nous faut nous attaquer aux seuls et uniques parasites et profiteurs, c'est-à-dire au grand patronat, nous reculerons encore.

Les fils et filles de Bernard Arnault n'auront jamais à attendre des années pour accéder à un logement social. Ils possèdent plusieurs palaces et résidences

secondaires dans différents pays.

Ils disposent de cliniques privées et de médecins particuliers, ils n'auront jamais à se mettre sur une liste d'attente pour se faire opérer. Lorsque nous, travailleurs, nous ne pouvons plus aller voir nos parents ou nos amis le week-end parce que l'essence est devenue trop chère, eux claquent des milliers d'euros en une seule soirée.

En ce moment, un milliardaire imbu de lui-même, MC Pao, fait le tour des plateaux télé, dégoulinant de mépris pour le monde du travail. Il explique que son train de vie s'élève à 20 millions d'euros par an et qu'il peut dépenser 200 000 euros en un dîner. Que son entreprise hospitalière, car il fait partie de ceux qui font leur beurre sur notre santé, va licencier des administratifs qui seront remplacés par l'intelligence artificielle. Et il ne s'agit là que d'un petit milliardaire par rapport à d'autres, plus discrets, qui accumulent des dizaines de milliards et nuisent à bien plus grande échelle.

C'est du côté de ces milliardaires qu'il faut regarder, car ce sont eux qui captent le fruit de notre travail, du travail commun des Français et des immigrés.

Le Pen veut que les travailleurs se fassent la guerre. C'est à nos exploiters qu'il faut la faire. Quelles que soient l'origine ou la couleur de peau, se lever à 4 heures du matin est épuisant pour tout le monde. Répéter mille fois le même geste sur une ligne de montage use les mêmes tendons et les mêmes nerfs. Contre les démagogues du genre de Le Pen et le patronat, qui se servent

de toutes les ficelles possibles pour nous diviser, il faut reprendre conscience de nos intérêts communs.

Pour ne plus être écrasés par le rouleau compresseur de la bourgeoisie, il faudra sortir de notre passivité. Le 29 septembre, les salariés de la fonction publique et les pompiers sont appelés à faire grève pour leur salaire et plus de moyens. C'est, en fait, le problème de tous les salariés.

D'autres aimeraient « reprendre les ronds-points », comme ce fut le cas pendant le mouvement des gilets jaunes. Si la volonté d'agir se répand vraiment dans le monde du travail, il faudra qu'elle se tourne contre les capitalistes qui nous condamnent à partager les miettes qu'ils veulent bien nous laisser.

Nathalie Arthaud



Budget: le courrier du cœur de Lecornu au patronat

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a publié sur les réseaux sociaux le 9 septembre une « lettre ouverte » au patronat pour l'assurer de son affection – dont personne ne doutait – et surtout le rassurer sur le projet de budget présenté fin septembre en Conseil des ministres.

La missive se présente comme une réponse au courroux patronal mis en scène fin août lors de l'université d'été du Medef. Son président, Patrick Martin, avait seriné l'habituel complainte patronale à propos des impôts : « Nos entreprises sont les plus taxées du monde », ou encore : « Notre seuil de douleur est largement atteint. » Bien que les aides publiques aux entreprises soient estimées entre 200 et 270 milliards d'euros par an, le Medef n'a

qu'un refrain : l'impôt tue l'entreprise.

Il fallait donc mettre un peu de baume au cœur « de ceux qui produisent, investissent et prennent des risques », comme l'a écrit Lecornu. Ceux qui produisent sont dans les ateliers et sur les chantiers où il y a plus de morts et de blessés parmi les ouvriers que parmi les patrons. Mais pour Lecornu, comme pour tout chef de gouvernement, le pouls de la société doit battre au rythme de leur humeur et

surtout de leurs intérêts sonnants et trébuchants.

Lecornu n'a pas eu que des mots d'amour à l'adresse des patrons. Il leur a annoncé une série de cadeaux fiscaux, dont le plus significatif est la diminution de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices instaurée l'an dernier et qui avait rapporté quelque 7 milliards d'euros. Cette taxe exceptionnelle concerne de 4 à 500 très grandes entreprises à partir de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Les groupes du CAC 40 ont annoncé des bénéfices record pour le premier semestre 2026, pourtant Lecornu leur annonce sans ciller une baisse d'impôts, alors que les caisses publiques seraient



plus vides que vides.

En fait, sous couvert de s'adresser au Medef et surtout aux « petits patrons », Lecornu s'agenouille devant les désirs du grand patronat. Alors que TotalEnergies a annoncé des profits de 9,9 milliards d'euros au premier semestre 2026 – en hausse de 72 % – son PDG Patrick Pouyanné déclarait fin août qu'il était hors de question de payer plus d'impôt sur les bénéfices,

menaçant de lever le blocage des prix des carburants en station. Le message a été entendu cinq sur cinq par Lecornu.

Les cadeaux fiscaux offerts par Lecornu annoncent en creux que le gouvernement va attaquer sans état d'âme les classes populaires et les travailleurs pour ficeler un budget taillé sur mesure pour les capitalistes les plus puissants.

Boris Savin

Ce n'est pas aux travailleurs de payer!

En pleine préparation du budget 2027, l'Insee a annoncé, le 10 septembre, que la croissance du PIB en France pour 2026 serait de 0,4 % au lieu du 1 % anticipé par le gouvernement.

Le lendemain, le ministre de l'Économie, dans une mise en scène très orchestrée, annonçait, lui, 0,5 % de croissance, alimentant une campagne de presse sur « la France en panne sèche », comme titrait *Le Figaro*. Au moment où le gouvernement cuisine les attaques contre les classes populaires pour le budget 2027 et serine qu'il n'y a plus de sous dans les caisses de l'État, l'annonce d'une croissance quasi à l'arrêt ne pouvait mieux tomber.

Ce n'est certes pas une invention : le « marasme économique », pour reprendre

une expression chère aux journalistes ces derniers jours, est une réalité. Ainsi, l'AGS, le régime de garantie des salaires, annonce une vague de faillites d'entreprises inédite en 2026, entre 70 et 75 000. Le chômage est d'ailleurs reparti à la hausse, avec une prévision de 8,6 %, pour la fin de l'année, au lieu de 8,3 % actuellement, selon l'Insee.

Pour les travailleurs et les classes populaires, point besoin de ces prévisions et statistiques pour vivre « le marasme » et la « panne sèche » en raison de l'envolée des prix, en particulier

des carburants, la dégradation des conditions de travail et la menace de perdre son emploi.

Mais justement, pour ceux qui sont aux commandes de cette société, pour les capitalistes, comment peut-on parler de marasme, alors que, cet été, les principaux groupes du CAC 40 ont annoncé des profits record ? En fait, les capitalistes font payer la crise de leur système aux travailleurs et aux classes populaires en s'en prenant aux emplois et aux salaires, en faisant s'envoler les prix et en captant toujours plus d'argent public pour leur servir de béquilles, pour ne pas dire de chaise roulante.

Cette campagne, relayée

par les médias, ne vise qu'à faire accepter aux travailleurs la dégradation de leurs conditions de vie. Il n'y a

aucune raison que les travailleurs se sacrifient pour les profits des patrons !

B. S.

Fêtes de Lutte ouvrière

Nantes

Samedi 19 septembre
de 16 heures à minuit
Débat à 18 heures avec
Nathalie Arthaud

Lyon

Samedi 26 septembre
à partir de 17 heures et
dimanche 27
à partir de 11 h 30
Débat à 15 heures avec
Nathalie Arthaud



Bourges

Samedi 26 septembre
de 14 heures à minuit

Lille

Samedi 26 septembre
à partir de 14 heures

Rennes

Samedi 3 octobre
à partir de 15 heures
Débat à 15 heures
avec Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 3 octobre
à partir de 16 heures
Débat à 18 heures avec
Jean-Pierre Mercier

Reims

Dimanche 4 octobre
à partir de 11 heures
Débat à 15 heures avec
Jean-Pierre Mercier



Meeting avec Nathalie Arthaud

Samedi 26 septembre

Salle de la Mutualité
à Paris à 15 heures

24, rue Saint-Victor
Métro Maubert-Mutualité
Entrée libre

Suivez la campagne



- X (@n_arthaud)
- Instagram (nathalie_arthaud_lo)
- Facebook (nathaliearthaud)
- YouTube (n_arthaud) et
- TikTok (nathaliearthaud)

Contre la vie chère : quelle mobilisation ?

Face à la flambée des prix, et d'abord ceux du carburant qui frappent durement tous ceux qui utilisent chaque jour leur véhicule pour aller travailler, l'idée de « reprendre les ronds points » est dans l'air.

Ici ou là, d'anciens Gilets jaunes se sont retrouvés le 12 septembre sur un rond-point. Des dates circulent sur les réseaux sociaux, en particulier celle du 17 octobre qui évoque « l'acte I » de la mobilisation du 17 novembre 2018. À la différence de ce qui s'est passé à cette époque, plusieurs dirigeants politiques se disent déjà solidaires d'une telle mobilisation encore potentielle.

Le mouvement des Gilets jaunes, déclenché il y a huit ans en dehors des

syndicats et des partis politiques, avait mobilisé des centaines de milliers de femmes et d'hommes pendant des mois. Il a marqué les classes populaires, à la fois par sa spontanéité, sa détermination et sa durée mais aussi du fait de son échec souvent attribué à la répression violente mise en œuvre par Macron et son Premier ministre d'alors, Édouard Philippe.

Aujourd'hui, les raisons de se mobiliser sont encore plus nombreuses qu'en 2018. On ne peut que

souhaiter que des millions de travailleurs, actifs ou retraités, trouvent le courage et la volonté de s'organiser et d'agir. Mais il faut aussi tirer les leçons de l'échec du mouvement de 2018-2019.



Manifestation de gilets jaunes à Toulouse, en janvier 2019.

Pouvoir d'achat : les salaires et la vie des travailleurs d'abord !

Tout augmente : l'alimentation, le fuel, l'essence, les loyers, les impôts locaux... sauf les salaires.

Les porte-parole du patronat expliquent que l'économie ne supporterait pas des augmentations de salaires. Ceux qui rabâchent cela se moquent bien de savoir comment les familles populaires font pour se nourrir, pour survivre avec des salaires au smic, ou des allocations de quelques centaines d'euros par mois. Mais en plus c'est un mensonge. La société dégoûline de richesses... qui restent

dans les poches d'une infime minorité.

Pour l'année 2025, les actionnaires des plus grandes entreprises du pays, celles du CAC 40, vont toucher 107 milliards de dividendes. Alors même que les bénéfices de ces entreprises sont légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente, ces dividendes sont en hausse. Ces sommes folles ne servent pas à investir dans l'entreprise, ni à garantir son avenir, ni à payer le travail de qui que ce soit. Ce sont juste les intérêts touchés par ceux qui n'ont fait que l'effort de placer leur fortune dans une de ces entreprises et qui ne se donnent que la peine de réclamer que les cadences augmentent, que les salaires restent bloqués, afin que leurs dividendes grandissent d'année en année.

Cent sept milliards, cela représente l'équivalent du salaire annuel de 2,6 millions de travailleurs payés 2 000 euros net par mois,

en comptant les cotisations sociales. C'est à cause de ces profits exorbitants, de ce parasitisme que la masse des travailleurs vit de plus en plus mal.

Ce sont les employeurs, les patrons qui imposent ces salaires de misère, en jouant sur la concurrence entre travailleurs et la peur du chômage. Alors, à eux de trouver l'argent nécessaire pour que ceux qui créent toutes les richesses aient des salaires qui leur permettent de nourrir leurs enfants, de remplir leur frigo, de payer leur loyer et de faire le plein !

Il y a toutes les raisons de se mobiliser pour arracher de véritables augmentations des salaires et des pensions, de plusieurs centaines d'euros tout de suite. Et pour se prémunir pour la suite, il faudra imposer que les salaires suivent la hausse des prix, l'échelle mobile des salaires et des pensions. Pour obtenir gain de cause, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leurs propres forces, leurs propres luttes. Aucun gouvernement ne le fera à leur place et le patronat ne cédera que face à une mobilisation déterminée et massive.

Marion Ajar

Pour être efficace la mobilisation ne doit pas être dirigée seulement contre le gouvernement ou contre Macron mais, aussi et surtout, contre le grand patronat. Face aux prix qui flambent, non seulement à la pompe mais aussi dans les supermarchés, sur la facture de gaz ou d'électricité ou concernant le logement, il faut arracher une augmentation des salaires et des pensions. Ceux qui ont le véritable pouvoir, ceux qui imposent les hausses de prix et bloquent les salaires sont les capitalistes, les Total, les Auchan ou les Danone, alors

que les locataires de Matignon ou l'Élysée ne sont que leurs complices. Et pour les faire reculer, la force des travailleurs, ceux qui font tourner toute la société, n'est ni sur les ronds-points ni devant les préfectures ou l'Élysée, elle est dans les entreprises. Car c'est là qu'ils sont rassemblés chaque jour et qu'ils fabriquent les profits des capitalistes.

À l'heure où une nouvelle mobilisation est dans l'air, il est vital de discuter partout, des objectifs, des revendications et des moyens d'action à mettre en avant.

Xavier Lachau

Pour quelques milliards de moins...

Après les 6 milliards d'économies annoncées en avril, les 3 milliards sur la Sécurité sociale et le budget de l'État décidés en juillet, un décret paru vendredi 11 septembre impose à différents ministères 1,3 milliard d'économies supplémentaires sur les dépenses prévues en 2026.

Alors que le chômage remonte, et à peine quelques semaines après les incendies et la sécheresse de cet été, 60 % des crédits supprimés concernent les missions liées à l'emploi et à l'écologie !

Cela ne concerne pas les mesures d'adaptation au changement climatique, se défend le gouvernement... mais y en avait-il ? Celui-ci préfère communiquer sur 142 autres millions qui n'iront pas au secteur de

l'énergie renouvelable, ces entreprises battant déjà des records de rentabilité grâce au racket opéré sur le consommateur sous le regard bienveillant des pouvoirs publics.

Outre les crédits supprimés, les mesures de gel porteront notamment sur 200 millions d'euros censés financer l'installation de la fibre en zone rurale, 80 millions prévus pour des aménagements locaux et l'aide aux communes sinistrées, ainsi que 160 millions destinés au chèque énergie des familles populaires alors que les prix du gaz explosent et que celui de l'électricité a augmenté de plus de 20 % en 5 ans. Ce sont les foyers populaires qui se retrouveront gelés durant l'hiver prochain.

Sacha Kami

De l'argent pour les salaires, les retraites, les hôpitaux, les écoles

Pas un euro pour les actionnaires, les généraux et la guerre !



Nathalie Arthaud
Présidentielle 2027

LE CAMP DES TRAVAILLEURS
LUTTE OUVRIÈRE

Fête de l'Humanité : **radicaux...** **le temps d'un week-end**

La Fête de l'Humanité, qui s'est tenue du 11 au 13 septembre, a été une nouvelle fois un succès en terme d'affluence, démontrant l'existence dans les classes populaires d'un courant militant lié au PCF.

Une grande partie des candidats de gauche à l'élection présidentielle y ont fait une apparition. Roussel, dirigeant du PCF et lui-même candidat, a pu ainsi poser, au moins le temps d'un week-end, en rassembleur de la gauche. Pour gagner le cœur d'un public constitué d'une forte proportion de militants et d'électeurs communistes, Roussel a adopté

un langage plus combattif qu'à l'accoutumée. Cette posture permet au PCF de justifier son existence indépendante à côté d'un PS qui cultive, lui, une image de gestionnaire responsable.

De son côté, Mélenchon a tenu lui aussi un meeting rassemblant des milliers de personnes autour du stand LFI. S'adressant à l'électorat communiste et cherchant

à concurrencer Roussel, le dirigeant des Insoumis a lui aussi «gauchi» son discours, parlant de la lutte de classes, de la plus-value, de l'opposition entre capital et travail avec une référence à Marx, allant même jusqu'à revendiquer l'échelle mobile des salaires.

Cependant, comme, selon Mélenchon, le rapport de force serait défavorable aux travailleurs, du fait surtout de la présence au pouvoir de Macron, la perspective se résume à mener campagne pour son élection



À la Fête de l'Humanité.

en 2027. À aucun moment il n'est question de contester à la bourgeoisie son droit de diriger l'économie ou de renverser le capitalisme.

S'il s'est adressé au monde du travail à la Fête de

l'Humanité, Mélenchon s'est surtout posé en champion de la souveraineté nationale, face à l'impérialisme américain, face aussi à l'Allemagne qui «reconstitue la première armée conventionnelle du continent», en défenseur du rang militaire de la France. Comme si les travailleurs avaient intérêt à défendre la position de leur propre bourgeoisie face à ses concurrentes ! La moindre des choses serait de dénoncer l'explosion du budget militaire... de la France !

Que l'on s'appelle Roussel ou Mélenchon, habituer les travailleurs à réfléchir en termes d'intérêt national, même en prétendant que c'est au nom de la paix, contribue à les piéger derrière leur propre bourgeoisie et son État. Voilà exactement de quoi désarmer politiquement les travailleurs dans les affrontements qui viennent.

Lucas Pizet

Contre le grand capital, respectueusement

Lors de la Fête de l'Humanité, Fabien Roussel, dirigeant du PCF et candidat à l'élection présidentielle, a livré un discours enflammé, doublant très nettement sur sa gauche l'insoumis en chef, Jean-Luc Mélenchon.

L'orateur a demandé aux travailleurs de se rendre dès maintenant sur les ronds-points et devant les préfectures. Il les a appelés à participer à tout mouvement qui leur serait proposé, à commencer par les journées syndicales prévues à EDF, dans la fonction publique etc. Puis le candidat a flétri les rentes des actionnaires, l'envolée des cours du CAC 40 et a même promis de nationaliser Total

comme Renault l'avait été en 1945 et selon lui pour la même raison : l'immoralité des profits de guerre.

Ce discours pétaradant, évidemment sans conséquences pratiques tant il est contradictoire avec la politique quotidienne du PCF, n'a pas empêché le débat, qui se voulait et fut poli et respectueux, du même Roussel avec Patrick Martin, président du Medef et donc porte-parole autorisé des rentiers du

CAC 40 et de Total, entre autres. Cet échange courtis avait été précédé d'un autre, non moins civilisé, entre Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Jean-Louis Farandou, ministre du Travail et ex-patron de la SNCF. La syndicaliste a tenté de convaincre le ministre de la nécessité d'augmenter le smic, sans succès on s'en doute.

Ce type de débats, à la fête de l'Humanité comme dans la presse du PCF, accrédite l'idée que les intérêts des travailleurs peuvent être défendus par des arguments raisonnables, au nom de

l'intérêt commun des entreprises et des salariés, pour le bien du pays tout entier. Fabien Roussel parlait même plaisamment de «match retour» du débat avec les candidats à l'élection présidentielle organisé par le Medef, au stade Roland-Garros, le 27 août.

C'est bien ainsi que le dirigeant de ce qui fut, il y a très longtemps, un parti révolutionnaire considère qu'on doit mener la lutte de classe : en habits bien repassés, devant un arbitre impartial et un filet infranchissable pour empêcher toute violence entre les forces en présence.

Paul Galois

Retraites : un racket de 6 milliards

Dans le cadre de la préparation du budget 2027, le gouvernement envisage toujours de faire les poches aux retraités. Il hésite sur la méthode à employer, mais il vient d'annoncer le montant de ce vol programmé : 6 milliards d'euros.

Deux pistes sont envisagées : la désindexation ou la sous-indexation des pensions, c'est-à-dire le fait de ne pas les revaloriser en fonction de l'inflation officielle. Cela concernerait les retraités que le gouvernement juge

«aisés», c'est-à-dire ceux qui touchent une pension de plus de 2 000 euros. Ou alors ce serait la fin de l'abattement de 10 % sur le revenu imposable des retraités. Un mélange entre les deux méthodes, un peu de sous-indexation, et un

peu moins d'abattement, est aussi possible.

Quelle que soit la méthode choisie, il s'agit de voler 6 milliards à des retraités qui, pour la plupart, sont loin d'être riches, après une vie de travail. Le montant moyen

des retraites se monte à 1 575 euros par mois. Alors ce n'est pas la baisse des pensions qui doit être à l'ordre du jour, mais leur augmentation tout comme celle des salaires et des allocations.

Hélène Comte



Travailler jusqu'à 70 ans ?

Le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, un organisme qui conseille le gouvernement, a publié un rapport où il propose d'allonger la durée du travail d'encore 3 ou 4 ans d'ici 2050.

Le futur élu à la présidence de la République

ne manquera pas d'idées, si jamais il en manquait, pour s'attaquer aux travailleurs. Il faudrait, selon ce Haut-commissariat, travailler plus et plus longtemps, pour «réinventer un modèle de prospérité par le travail.» Ce serait soit en allongeant de trois ou

quatre ans la durée de cotisation, soit en mettant en place une retraite par points, comme l'avait envisagé Édouard Philippe en 2020.

Un des auteurs de ce rapport, Antoine Foucher, a déclaré : « Si vous avez commencé à travailler à

18 ans, vous ne partirez pas à 61 mais à 64 ans, et si vous avez commencé à travailler autour de 23-24 ans, c'est plutôt 70 qu'il faut viser. » Travailler jusqu'à l'épuisement, ce n'est pas du tout ce que les travailleurs visent !

H. C.

Radio France : une vilaine odeur de Sapin

Dimanche 13 et lundi 14 septembre, les programmes de France Inter, France Culture et Franceinfo ont été perturbés par une grève des salariés qui protestent contre l'embauche d'un éditorialiste d'extrême droite.

Charles Sapin est directeur adjoint du magazine *Valeurs Actuelles*, une revue plusieurs fois condamnée, notamment pour une caricature particulièrement odieuse représentant la députée insoumise d'origine africaine, Danièle Obono, en esclave.

La directrice de Radio France, comme la ministre de la Culture, défendent la décision au nom du « pluralisme » et de la liberté d'expression. La ministre, Catherine Pégard, parle même sans rire d'une « chasse aux sorcières » faite par des travailleurs de Radio France contre un pauvre homme qu'on empêcherait de s'exprimer. Outre le fait que ce monsieur a tout un magazine pour défendre ses

idées, le parallèle avec la chasse aux communistes dans les États-Unis des années 1950 est risible. L'extrême droite a le vent en poupe et s'exprime partout. Ses porte-paroles, députés et autres notables, sont largement invités dans les médias, y compris ceux du service public. On les entend bien davantage que n'importe quelle voix d'ouvrier, de retraité ou de jeune de milieu populaire.

Loin d'être pourchassés, ces gens-là demandent au contraire qu'on fasse la chasse aux journalistes qui exprimeraient trop ouvertement à leur goût des opinions « de gauche ». C'était d'ailleurs l'objectif de la violente charge de la commission d'enquête

parlementaire sur l'audiovisuel public, menée par le député ciottiste Charles Alloncle. Journalistes et animateurs avaient été mis en accusation, suspectés de ne pas déverser assez d'insanités, à l'image des médias de Bolloré ou Stérin. Le gouvernement montre sa complicité, en même temps qu'il voudrait imposer une direction unique de Radio France et France Télévisions, et accessoirement



faire de substantielles économies en supprimant des postes.

La nomination de Charles Sapin s'inscrit elle

aussi dans cette offensive, à laquelle les travailleurs de Radio France ont bien répondu par la grève.

Camille Paglieri

La vérité censurée

« L'État d'Israël commet un génocide en Palestine, et la France est complice » a déclaré le 9 septembre la comédienne et autrice Adèle Haenel dans l'émission de France 5 « la Grande librairie ». Dès le lendemain, la direction de France Télévisions retirait l'émission de ses

replays. En censurant si promptement Adèle Haenel, elle confirme en fait que les propos de l'actrice sur la complicité de la France dans le génocide perpétré par Israël à Gaza la gênent. Le mot écorche tellement les oreilles des responsables de la télévision d'État qu'ils s'arrogent

de droit de priver leurs auditeurs d'une opinion au demeurant parfaitement exacte.

À Gaza, le gouvernement israélien interdit la présence de journalistes pour cacher ses crimes. Il a manifestement fait des émules à la tête des médias français.

Daniel Mescla

Carcassonne : un policier raciste parmi d'autres

La publication par le journal *Midi Libre* d'extraits de la caméra piéton d'un chef de la police municipale de Carcassonne a provoqué un tollé bien justifié.

Les propos de ce policier, plus abjects les uns que les autres, visaient les étrangers, les musulmans, les femmes, les homosexuels, l'extrême gauche. L'individu, devenu célèbre en omettant d'éteindre la nouvelle caméra piéton dont il faisait l'éloge en début de soirée, n'a certes pas inventé la roue. Il a toutefois officié jusqu'au

10 septembre au sein du service d'ordre du RN, parti auquel appartient également le maire de Carcassonne. En plein lancement de campagne présidentielle, le RN s'est empressé de l'exclure en prétendant ignorer ses opinions, qu'il n'a pourtant visiblement pas l'habitude de cacher.

Selon le ministre de

L'Intérieur Nunez, il s'agirait d'une « brebis galeuse », un intrus dans le corps supposément sain de la police de la République. Pourtant, la vidéo en question ne date pas d'hier : tournée en novembre 2025, ayant fait l'objet d'une enquête administrative sous la mandature du maire précédent (centre-droit), puis d'une enquête judiciaire, elle n'avait entraîné aucune sanction. Ni la justice ni la préfecture n'y ont trouvé grand-chose

à redire, puisqu'aucune démarche pour suspendre l'agrément du policier n'avait été entamée.

Les comportements racistes et violents ne sont pas seulement le fait de policiers municipaux qui n'auraient pas reçu une formation suffisante. Toujours à Carcassonne, une nouvelle vidéo, tournée le 21 juin, montre un membre de la police nationale jeter à terre un SDF de 29 ans, prénommé Youssef, dont la tête a heurté

violemment le sol. L'homme est mort treize jours après cette agression.

Ces affaires illustrent le fait que les autorités policières, judiciaires et administratives sont prêtes à tolérer de tels personnages : les autorités et les classes dirigeantes ont besoin d'hommes capables de faire le sale travail du maintien de l'ordre social, aptes donc aux sales méthodes.

Sacha Kami

À bas la loi "permis de tuer" !

Dimanche 20 septembre, des partis politiques (LFI, PS, PCF), de nombreuses associations (Ligue des droits de l'homme, Amnesty International) et des syndicats (CGT, Solidaires) appellent à manifester contre une proposition de loi instaurant une « présomption d'usage légitime de l'arme », dite loi « Permis de tuer ».

Aujourd'hui, si un policier ou un gendarme tue

quelqu'un, l'État doit démontrer que le meurtrier était en état de légitime défense. La proposition de loi prévoit que désormais les familles devraient apporter la preuve du contraire. Autrement dit, elle crée une présomption de légalité. Soutenue par le gouvernement, la droite et le RN, elle a été adoptée le 7 juillet à l'Assemblée nationale et doit arriver au Sénat en octobre.

Les cas de policiers ou

de gendarmes auteurs de coups de feu mortels se multiplient depuis des années, sans que les meurtriers soient condamnés. La proposition de loi favorisera encore plus le risque que de tels faits se produisent. Les jeunes des quartiers populaires, souvent issus de l'immigration, sont particulièrement visés par cette loi, une loi inique qui doit être retirée !

M. B.



Le 29 septembre : contre l'austérité gouvernementale

Le 29 septembre, les agents de la fonction publique sont appelés à la grève et à des manifestations par la majorité de leurs syndicats. Les pompiers, déjà mobilisés, ont annoncé s'y joindre et ils seront probablement suivis par d'autres catégories de travailleurs.

Hôpitaux, maisons de retraite, services départementaux de lutte contre les incendies, établissements scolaires et bien d'autres services utiles à la population manquent de personnel et finissent par être incapables de répondre aux besoins des usagers.

De plus, le blocage des

salaires quasi continu depuis plus de dix ans a engendré une perte importante de pouvoir d'achat. Aujourd'hui, selon la CGT, 862 000 agents perçoivent un salaire de base inférieur au smic. L'État ou les collectivités comblent la différence par une indemnité dite différentielle, prime

qui n'est pas incluse dans le calcul des retraites. Les salariés concernés par cette prime sont deux fois plus nombreux qu'en 2025.



En octobre 2025 à Paris.

Marins pêcheurs : les gros poissons mangent les petits

Dans la nuit de lundi à mardi 15 septembre, plusieurs dizaines de marins pêcheurs ont bloqué un dépôt pétrolier Total, à Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône. Ils ont été évacués sans ménagement par les CRS au bout de quelques heures.

Mercredi 16, d'autres marins-pêcheurs bloquaient un dépôt pétrolier dans l'Hérault et un ferry à Sète. Ce mouvement s'inscrit dans une série de protestations autour de la situation de la pêche maritime en Méditerranée qui empire d'année en année. L'envolée actuelle des prix du carburant, malgré les subventions publiques sur le diesel marin, menace désormais la rentabilité de cette pêche, au moins pour une partie des bateaux, et attise la colère des équipages.

La Méditerranée, mer fermée et exploitée depuis des millénaires, a subi plus précocement et plus gravement que les grands océans la pollution, le réchauffement, le danger d'extinction des espèces animales et végétales. Depuis 2019, l'Union européenne a donc mis en place un plan, dit WestMed, pour y réglementer la pêche. Il s'agit de laisser les espèces de poissons se reconstituer, puis de calculer, chaque année, qui peut pêcher quoi et en quelle quantité.

Le nombre de jours de sortie des bateaux a été divisé par deux, voire par trois. La taille minimum des

mailles de filet a été augmentée, de façon à épargner les juvéniles. Les quotas par espèce, par bateau, par zone, par date, ont été multipliés, imposés et contrôlés. Ces mesures, appliquées depuis des lustres, par exemple dans les pêcheries de l'Atlantique et de la Manche, n'empêchent pas la baisse menaçante des espèces. Mais, couplées à des aides variées, elles concourent à étouffer à feu doux la pêche artisanale, les petits bateaux et leurs équipages.

Ainsi, en Méditerranée, le nombre de chalutiers de 18 à 25 mètres basés en France est passé de 150 en 2010 à 43 cette année, laissant places aux navires les

plus modernes, avec moins de marins mais rapportant toujours autant de poisson. Les petits bateaux, ils sont encore des centaines, sont aujourd'hui les plus menacés car ils sont les plus sensibles à la hausse du prix du diesel : plus le bateau est grand moins il consomme d'énergie par kilo pêché. Les subventions publiques, comme partout ailleurs, ont aidé les grands patrons (pêcheurs en l'occurrence) à grossir pendant qu'elles achetaient, souvent bien mal, le silence des petits, incités à partir en retraite en mettant leur bateau à la casse.

Quant aux salariés du secteur, plus de 1 700 marins en 2021 et des milliers de travailleurs à terre, ils ne comptent pour rien dans les calculs de leurs patrons, ni dans les plans de l'UE ou dans la politique gouvernementale.

Paul Galois



Port-Vendres, lundi 14 septembre.

Si on réactualisait leurs salaires en fonction de l'inflation officielle intervenue depuis 2000, la majorité des agents de la fonction publique en fin de carrière auraient un salaire brut majoré, selon leur métier, de 600 à plus de 1 000 euros environ.

Le nombre de salariés contractuels, et donc en situation de précarité, est en augmentation. En 2022, ils représentaient déjà 1,26 million d'agents. La plupart ont des salaires inférieurs de plusieurs centaines d'euros à celui des titulaires faisant le même travail. Ils subissent d'autant plus

fortement la pression de la hiérarchie.

Cette situation, conséquence directe des décisions de l'État ou des collectivités territoriales, est identique dans le secteur privé où les patrons font aussi pression sur les salaires, réduisent le personnel et imposent une situation précaire à toujours plus de travailleurs.

Une réaction d'ensemble s'impose, non seulement dans le secteur public mais aussi dans le privé contre cette politique de l'État qui est aussi une politique patronale.

Inès Rabah

École Marie-Curie – Sevrans : une suppression de classe révoltante

À l'école élémentaire Marie Curie de Sevrans, en Seine-Saint-Denis, l'Inspection d'académie a décidé brutalement de fermer une classe deux jours après la rentrée, sous prétexte qu'il n'y aurait pas suffisamment d'élèves.

Pourtant, les chiffres étaient connus depuis juin, et les classes prévues correspondaient bien aux effectifs attendus. La rentrée avait donc été préparée en équipe avec le bon nombre de professeures des écoles et d'élèves par classe, les classes préparatoires (CP) devant être de 12 élèves dans cette école classée REP+.

Mais cela ne suffisait pas pour les services de l'Inspection. Après avoir compté tous les élèves de

l'école un par un, deux jours après la rentrée, les inspecteurs ont décidé qu'il y avait une classe de trop. Résultat : une professeure des écoles nouvellement nommée a été mutée dans l'urgence, des élèves redispachés du jour au lendemain dans d'autres classes, des CP de nouveau surchargés à 15 élèves par classe, création du jour au lendemain d'un double niveau CP-Cours élémentaire 1^e année qui demande un travail supplémentaire.

La première leçon de l'année est de bien comprendre que cet État ne se préoccupe que de faire des économies aux dépens de la population.

Correspondant LO

Israël : Netanyahu et ses crimes de guerre

Alors que l'échéance électorale se rapproche, le Premier ministre israélien vient d'être visé par des révélations concernant son attitude lors de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

La politique de son gouvernement à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie a ensuite été dénoncée dans un rapport de l'ONG israélienne des droits humains, B'Tselem.

Le journal de gauche *Haaretz* a révélé le 9 septembre que Netanyahu aurait été averti, par le président des Émirats arabes unis en personne, de l'incursion meurtrière du Hamas quelques jours avant qu'elle ait lieu. L'information a fait scandale en Israël et au-delà, sans être une véritable surprise. En octobre 2023, le quotidien *Yedioth Aharonot* avait déjà affirmé que Netanyahu aurait été averti de l'imminence de l'attaque par le chef du renseignement égyptien. À l'époque comme maintenant, Netanyahu a rejeté l'accusation. Nombre d'Israéliens n'en sont pas moins choqués, y compris parmi ceux qui l'ont soutenu dans

sa politique guerrière qui prétendait avoir pour but l'éradication des militants du Hamas. Au-delà de cette accusation réitérée de négligence criminelle quant à la sécurité des habitants des kibboutz assassinés le 7 octobre, d'aucuns avancent même l'hypothèse d'une manipulation ourdie par le chef du Likoud pour trouver une occasion de lancer une guerre à mort contre les Palestiniens de Gaza.

Quoi qu'il en soit de ce que savait ou non Netanyahu, de ses raisonnements plus ou moins tortueux, une chose est sûre : le projet de guerre totale aux Palestiniens, ceux de Gaza comme ceux de Cisjordanie, comme aux Arabes officiellement citoyens israéliens, existe depuis longtemps, en particulier depuis la cohabitation avec Smotrich ou de Ben Gvir, deux ministres d'extrême droite dont c'est ouvertement le

programme.

La publication, le 14 septembre, d'un rapport de l'ONG B'Tselem intitulé « Le projet d'élimination », confirme la réalité de cette politique en déclinant son application en Cisjordanie. En complément des quelque 250 pages de ce rapport, deux responsables de l'ONG ont mis en ligne une courte vidéo dénonçant « le démantèlement systématique de la vie palestinienne en Cisjordanie par Israël ». Images et chiffres à l'appui, les militants montrent comment le pouvoir israélien

entend « détruire les conditions d'existence » des 3,5 millions de Palestiniens en Cisjordanie, grâce aux intimidations, aux violences, aux meurtres, aux restrictions de déplacement et à l'étranglement de toute l'économie. La dépossession des terres, expropriées officiellement ou volées par les milices de colons, les déplacements forcés de villageois privés de maisons et de ressources, l'implantation accélérée de nouvelles colonies correspondent, pour B'Tselem, à une politique de nettoyage

ethnique. Les militants enfin montrent à quel degré d'horreur cette politique a d'ores et déjà conduit les dirigeants israéliens à Gaza.

Se sachant soutenu, en dépit de quelques molles réserves, par les dirigeants des puissances occidentales, Netanyahu poursuit obstinément cette politique génocidaire et d'apartheid, ponctuée de conflits récurrents, qui entraîne les deux populations d'une même terre dans une guerre sans fin.

Viviane Lafont



Bombardement israélien à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, le 25 mai 2025.

Le génocide à Gaza documenté

Le 12 septembre, le prix spécial du jury de la Mostra de Venise a couronné le documentaire Naza, de Rachel Szort et Yuval Abraham.

Naza est l'acronyme utilisé par l'armée israélienne pour désigner ce que d'autres nomment les victimes collatérales. Les deux journalistes-réalisateurs ont interrogé 24 militaires et membres des services de renseignement quant aux dizaines de milliers de victimes civiles « collatérales » causées dans les opérations dites d'éradication du Hamas, à Gaza.

Leurs réponses sont éloquentes. Un militaire déclare par exemple qu'il lui est arrivé de tuer 500 personnes pour en toucher une et que ce risque était connu et assumé par ses supérieurs ; un autre admet qu'il s'agit d'un génocide, c'est-à-dire de la tentative d'exterminer toute une population ; un autre raconte comment l'écoute systématique de toutes les conversations téléphoniques par

de puissants ordinateurs permet de déclencher le bombardement immédiat d'un logement après la phrase d'un enfant, « papa est à la maison ».

Le gouvernement israélien a accusé les deux cinéastes de « trahison », il veut leur retirer la nationalité israélienne et les accuse de rechercher les « applaudissements des antisémites du monde entier ». L'armée a évidemment tout nié et a entamé une enquête pour connaître l'identité des témoins interrogés. Et, devant l'accusation d'utiliser l'intelligence artificielle pour cibler et assassiner sans état d'âme, la hiérarchie militaire précise que « la sélection et l'approbation des frappes sont faites par du personnel humain ».

Humain, vraiment ?

Paul Galois

États-Unis : barbarie dans les geôles

L'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 a permis de rappeler que les États-Unis maintiennent de supposés djihadistes en détention depuis 25 ans, parfois sans jugement, dans des conditions barbares.

Ainsi Zacarias Moussaoui, membre français d'Al-Qaïda, a été condamné à la prison à perpétuité en 2006, pour ne pas avoir dénoncé le projet d'attentat contre le World Trade Center, auquel il n'a pas participé car déjà arrêté. Depuis 25 ans, il est détenu dans une prison de haute sécurité du Colorado, enfermé seul 23 heures sur 24 dans une cellule de 7 m² où le mobilier est en béton et les murs recouverts d'un matériau isophonique. Il effectue sa promenade seul, pieds et mains enchaînés, et n'a droit qu'à un appel téléphonique par mois avec sa vieille mère qui réside en France. Ses demandes de transfert pour purger sa peine en France ont été refusées.

Malgré les promesses des présidents américains depuis Obama en 2008, la sinistre prison militaire de

Guantánamo, sur l'île de Cuba, n'a pas été fermée et une quinzaine de prisonniers y croupissent toujours, sans avoir jamais été jugés. Parmi eux se trouve Khalid Cheikh Mohammed, accusé d'être le cerveau des attentats du 11 septembre, dont le procès, sans cesse reporté, n'aura sans doute jamais lieu.

La majorité des centaines d'étrangers détenus à Guantánamo ont été renvoyés sans jugement vers des pays tiers après parfois 10 ou 15 ans de détention arbitraire, sans excuses ni dédommagements. La plupart de ces prisonniers, parfois des adolescents, ont été kidnappés en Afghanistan ou au Pakistan en 2001. Ils n'avaient aucun rapport avec Al Qaïda et le terrorisme mais juste le malheur de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Beaucoup ont été torturés, traités

comme des animaux en cage, à Guantánamo ou dans l'un des nombreux centres de torture de la CIA où ils ont transité, en particulier en Pologne, en Roumanie ou en Ukraine. Voilà les méthodes ordinaires de ceux qui se posent en chefs du monde libre et démocratique.

Xavier Lachau



Détenus à Guantánamo, en 2002.

Yémen : l'enlèvement saoudien

Les 10 et 11 septembre, les Houthis au pouvoir dans le nord-ouest du Yémen - qui regroupe 70 % de la population - se sont emparés du port de Mokha dans le sud-ouest du pays, puis de l'île de Mayyoun, au cœur du détroit de Bab el-Mandeb.

Un passage maritime stratégique puisqu'il relie la mer Rouge au golfe d'Aden et constitue l'une des principales voies commerciales entre l'Asie et l'Europe.

Les Houthis continuent ainsi à défier la monarchie saoudienne qui bombarde sans relâche le pays et a provoqué la fuite de 86 000 Yéménites. Certains cherchent un refuge jusqu'à Djibouti. Les forces sur lesquelles le régime saoudien s'appuie sur le terrain sont un ensemble hétéroclite de milices, dont celle dirigée par le neveu du dictateur déchu Ali Abdallah Saleh. Présentées comme formant le gouvernement légitime par les dirigeants impérialistes, elles se sont effondrées devant l'offensive

des Houthis.

La monarchie saoudienne, de son côté, considère le Yémen comme sa chasse gardée. Elle cherche depuis des années à combattre ce qui était au départ un mouvement religieux, né dans les années 1990 au sein de la minorité chiite yéménite, qui luttait contre la propagation du wahhabisme utilisé par les dirigeants saoudiens comme une sorte de cheval de Troie au Yémen. Le mouvement houthi se transforma en un mouvement politique lors du printemps arabe en 2011, dans la lutte contre Ali Abdallah Saleh, allié des puissances impérialistes et de l'Arabie saoudite.

C'est pour tenter de rétablir un pouvoir qui lui était



Destructions dans Sanaa au Yémen en 2018.

inféodé, que, le 25 mars 2015 l'Arabie saoudite, avec l'accord des États-Unis, déclencha contre le Yémen l'opération baptisée « tempête décisive ». Ce furent huit années de bombardements, de blocus, qui entraînèrent des déplacements massifs de population et de graves pénuries alimentaires et médicales. Au bout de huit ans d'une guerre qui fit près de 400 000 morts, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane, se résigna en avril 2022 à accepter une trêve pour tenter de se sortir

de l'enlèvement. Mais force est de constater qu'il y est toujours.

L'Arabie saoudite craint que les Houthis ne s'emparent du port d'Aden, la plus grande ville du pays, et le passage de ses pétroliers pourrait désormais être menacé dans les deux détroits, celui de Bab el-Mandeb comme celui d'Ormuz, situé de l'autre côté de la péninsule arabique. Mohammed ben Salmane cherche donc frénétiquement des soutiens. Il devait rencontrer en Égypte le président al-Sissi pour

obtenir la garantie qu'il intervienne si nécessaire, pour protéger Bab el-Mandeb. Il a reçu le 14 septembre le chef du Commandement central américain pour le Moyen-Orient. Mais concernant l'aide que pourraient apporter les États-Unis, Trump pour l'instant semble vouloir éviter de s'engager dans ce nouveau borbier.

Au moment où il cherche à sortir de l'impasse à laquelle a conduit son attaque contre l'Iran, elle s'avère de plus en plus bloquée.

Aline Retesse

25 ans après le 11 septembre : le désastre de la "guerre contre le terrorisme"

Le 11 septembre 2001, deux avions de ligne étaient détournés par des terroristes liés à Ben Laden et Al Qaida pour aller s'écraser sur les tours du World Trade Center à New York.

Cet attentat fit 3 000 morts directs. Les tours s'écroulèrent sous les yeux éberlués du monde entier.

Cet attentat épouvantable n'éclatait pas dans un ciel serein. Ben Laden avait d'abord été un allié de l'impérialisme américain quand il s'agissait d'armer des combattants islamistes contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980. Mais la guerre contre l'Irak en 1991 et plus généralement toute la politique américaine et occidentale dans le monde et en particulier au Moyen-Orient avaient entraîné la naissance de groupes se présentant comme des opposants à cette domination impérialiste, tout en agissant pour leurs propres intérêts politiques très loin de ceux des peuples. La misère engendrée par cette domination créait le terreau sur lequel ils pouvaient recruter.

Les gouvernements des États-Unis, dans la foulée de cet attentat et de l'émotion

suscitée, déclarèrent « la guerre au terrorisme ». Dès octobre 2001, ils débarquaient en Afghanistan sous prétexte de capturer Ben Laden, ne réussissant à l'assassiner qu'en 2011, et chassèrent le régime des talibans. Deux ans plus tard, ils bombardaient l'Irak une nouvelle fois et décidaient d'une intervention terrestre pour abattre le pouvoir de Saddam Hussein.

Cette prétendue guerre au terrorisme que les dirigeants américains avaient enclenchée n'était que le nouveau nom donné à leur lutte pour maintenir leur domination. Elle ne fit qu'accentuer le chaos dans le monde.

Rien qu'en Irak, les États-Unis armèrent une multitude de milices concurrentes et tentèrent de mettre sur pied un régime à leur botte. Celui-ci n'eut jamais la stabilité suffisante pour gouverner et contrer ces milices. L'une d'entre elles devint des années plus tard

l'État islamique, Daesh, et put fonder un califat dans une partie de l'Irak et de la Syrie, faisant régner une terreur incommensurable sur les populations qu'il dominait. Après 2014, les États-Unis intervinrent militairement contre celui-ci, semant de nouveau la désolation durant cinq longues années. Qui sait quelle nouvelle organisation terroriste est en train de naître dans les décombres et la misère laissées dans la région ?

En Afghanistan, 20 ans après le départ des talibans, les États-Unis durent abandonner le pays qu'ils n'avaient jamais réussi à stabiliser, signant par là le retour au pouvoir des talibans. Pour la population, en particulier les femmes, ce retour a rimé avec de nouveaux terribles reculs.

Il n'y a là que quelques exemples des conséquences de la prétendue guerre au terrorisme. Chaque intervention impérialiste ne fait que rajouter du chaos dans le monde sans jamais régler le moindre problème. Le développement des organisations

terroristes en est la conséquence. Depuis toujours, la domination impérialiste ne signifie pour les populations que misère, guerre et barbarie et suscite révolte et vocations pour rejoindre des groupes armés. Les vagues d'attentats sanglants auxquels on a assisté dans le monde n'ont pas d'autres explications.

Il reste que le pire terrorisme dans le monde est celui des États les plus puissants : les États impérialistes. Les guerres des États-Unis mais aussi celles d'Israël, qui est leur bras armé, en sont la démonstration. Sans oublier

le terrorisme de l'État français qui s'est aussi illustré au Mali et au Sahel à partir de 2011, semant, là aussi, la désolation au point que les populations peuvent préférer n'importe quel dictateur à des régimes à genoux devant la France.

Depuis des années, le monde n'est qu'un immense champ de bataille. Pour se débarrasser de la barbarie permanente, aucune guerre menée par les maîtres du monde ne sera une solution. Ce n'est que de leur renversement qu'on peut espérer un autre avenir.

Marion Ajar



Ground Zero, le 26 septembre 2001.

Maroc : crise sociale et démagogie électorale

Au Maroc, la campagne pour les élections législatives du 23 septembre se déroule dans un contexte marqué par la crise migratoire de Ceuta.

Cette crise a ravivé le sentiment d'injustice exprimé il y a un an, lors de la révolte de la jeunesse marocaine – la Gen Z 212 – contre le délabrement du système de santé et d'éducation. Le Premier ministre milliardaire, Aziz Akhannouch, avait été alors la cible des manifestants qui exigeaient sa démission. Il était tenu pour responsable de l'événement déclencheur de la révolte : la mort en une semaine de huit femmes ayant accouché par césarienne à l'hôpital d'Agadir, la ville dont il est maire.

En janvier, lâché par des membres de son propre parti, le RNI, et les alliés de sa coalition gouvernementale, Akhannouch annonçait qu'il ne se représenterait pas et renonçait à la présidence de son parti. Mais aujourd'hui, il entend bien peser sur ce scrutin grâce aux réseaux clientélistes que

le pouvoir et ses immenses moyens financiers lui ont permis d'entretenir. Il mène une campagne active sur le terrain et vante son bilan, présenté comme celui d'un Maroc moderne et performant qui se hisse à la première place du continent africain, dans le domaine portuaire, du tourisme, de l'industrie automobile, des phosphates et du football !

Mais les infrastructures modernes qui ont transformé le littoral, ont été financées par une dette de l'État que seule la population paie. Elles profitent avant tout aux grands groupes internationaux et à la bourgeoisie marocaine. Akhannouch est fier de sa gestion du séisme de 2023 à Al Haouz, mais 3 000 sinistrés vivent toujours dans des conditions précaires et n'ont reçu aucune aide. Le contraste est immense entre la richesse des classes privilégiées et

le quotidien des classes populaires.

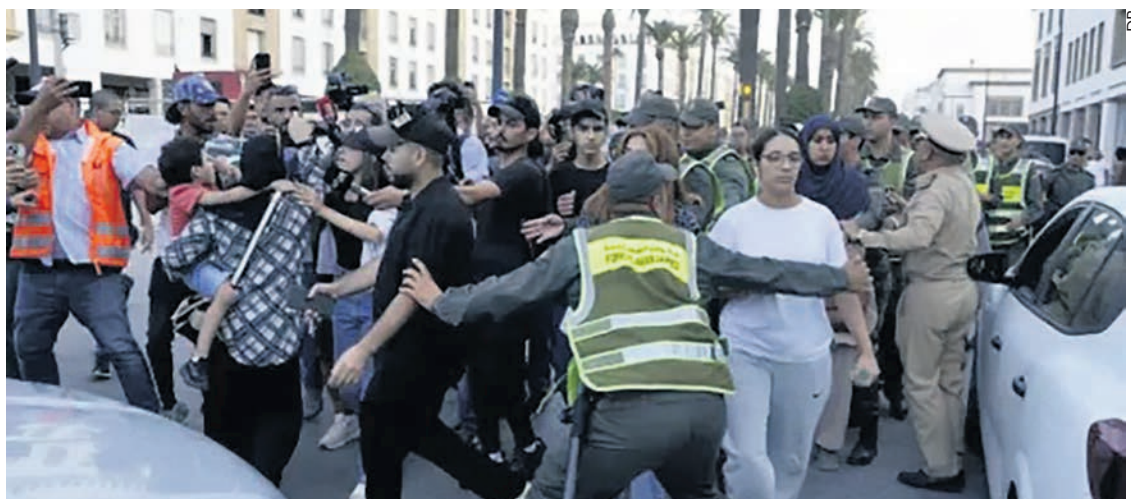
Pendant que le nombre de millionnaires bat des records, des millions de travailleurs, eux, se sont appauvris. Les trois-quarts ne sont pas déclarés, ne disposent d'aucune protection sociale et touchent moins que les 289 euros du salaire minimum officiel. Dans les exploitations agricoles, les salaires sont encore plus faibles et toute la population souffre de l'inflation et du chômage. La majorité ne bénéficie pas de la couverture sanitaire universelle et l'augmentation du budget des caisses de sécurité sociale n'a profité qu'aux actionnaires des cliniques privées.

Plus de 37 % des jeunes actifs entre 15 et 24 ans sont touchés par le chômage. Dans un pays qui piétine leurs aspirations à vivre librement et dignement, beaucoup espèrent avoir une vie meilleure ailleurs.

Toutes les formations politiques en lice lors de ce scrutin promettent de s'attaquer aux maux qui rongent la société marocaine. Dans l'opposition, le parti islamiste PJD (Parti de la Justice et du développement) espère capitaliser sur le mécontentement social en se présentant comme un parti anticorruption. Séduira-t-il les classes populaires, lui qui, après une décennie au pouvoir, avait été rejeté en

2021 ? Si tous les candidats convoient les suffrages des jeunes, seuls 3 % de ces derniers sont inscrits sur les listes électorales et ils n'ont pas oublié la manière dont la révolte de la Gen Z a été étouffée. Des milliers de manifestants avaient été arrêtés et leurs familles menacées, et six cents jeunes sont toujours incarcérés. Des journalistes, des associations, des militants syndicaux et politiques sont toujours harcelés et intimidés. Dans ce contexte, le vernis démocratique de ces élections aura du mal à nourrir l'illusion d'un progrès dont bénéficierait toute la population.

Leïla Wahda



Lors de la mobilisation de la Gen Z, en septembre 2025.

Corée du Sud : mourir pour le détroit d'Ormuz ?

Le gouvernement sud-coréen s'apprête à envoyer des soldats dans le détroit d'Ormuz. À l'initiative du président du parti démocrate, Lee Jae-myung, qui s'est présenté comme le rempart face à l'ancien président qui avait tenté un coup d'État en décembre 2024.

Officiellement il ne s'agit, pour l'instant, que d'envoyer des avions patrouilleurs maritimes, des équipes de déminage ou des navires de ravitaillement. Mais en matière de guerre, la façon dont elle commence ne dit jamais comment elle va finir.

Sur ce sujet, voici des extraits de l'éditorial daté du 9 septembre des bulletins d'entreprise de nos camarades sud-coréens du groupe de Séoul Nodeongja Tujaeng (Lutte ouvrière):

[...]Lors de la guerre d'agression américaine au Vietnam, la Corée du Sud avait également commencé par un « soutien non combattant », avant d'envoyer des unités de combat, ce qui

avait finalement coûté la vie à plus de 5 000 jeunes Coréens. Lors du déploiement en Irak en 2003, ce sont d'abord des « soldats non combattants » qui ont été envoyés. L'envoi de troupes non combattantes a toujours constitué la première étape menant à l'envoi de troupes de combat. [...]

Ces derniers temps, les États-Unis ont considérablement intensifié leurs pressions sur la Corée du Sud, tant sur le plan militaire qu'économique. Trump a réitéré ses demandes de déploiement dans le détroit d'Ormuz et a même indirectement exigé que la Corée du Sud vende à l'Ukraine son missile intercepteur national Cheongung-2. De plus, le secrétaire américain au Commerce a menacé Samsung Electronics et SK Hynix, leur déclarant : « Si vous ne produisez pas aux États-Unis, préparez-vous à payer des droits de douane. » En novembre dernier, les États-Unis avaient déjà

contraint la Corée du Sud à investir 350 milliards de dollars sous la menace ; aujourd'hui, ils lui présentent une nouvelle facture. [...]

Pour autant, il ne faut pas considérer le gouvernement de Lee Jae-myung comme une simple victime des pressions de l'impérialisme américain. Si la pression américaine en faveur d'un déploiement de troupes

constitue le contexte direct, ce gouvernement veut lui aussi s'impliquer dans la guerre d'agression américaine au profit de la classe capitaliste sud-coréenne. Il s'agit de garantir un approvisionnement stable en pétrole brut et en matières premières via le détroit d'Ormuz afin d'assurer le bon fonctionnement de l'économie des capitalistes,

et de permettre aux capitaux des secteurs de la défense, de la construction navale et des semi-conducteurs de faire des profits grâce à l'économie des États-Unis ! Ce que le gouvernement Lee Jae-myung appelle « l'intérêt national » n'est en fin de compte que « l'intérêt de la classe capitaliste sud-coréenne », et ce qu'il appelle « la diplomatie pragmatique » revient, au nom des intérêts des capitalistes, à envoyer des jeunes, pour la plupart futurs ouvriers, servir de chair à canon. [...]

Le fait que des informations concrètes sur l'envoi de troupes aient fuité, lors du remaniement ministériel du 30 août, après la nomination au poste de ministre de la Défense d'un ancien général du Commandement des forces combinées Corée-États-Unis est très révélateur. L'ennemi principal est bien dans notre propre pays !

Nodeongja Tujaeng (Lutte ouvrière)



Soldats sud-coréens.

Afrique du Sud 1976 : le soulèvement de Soweto

Le 16 juin 1976, des milliers d'élèves de l'immense quartier de Soweto, à proximité de Johannesburg, la principale ville d'Afrique du Sud, manifestaient et affrontaient une répression policière sanglante. L'événement allait marquer un tournant dans la lutte contre l'apartheid, ce système de ségrégation raciste instauré contre les Noirs.

Depuis la découverte d'or et de diamants à la fin du XIX^e siècle, l'économie sud-africaine s'était développée autour de l'industrie minière. Cette richesse reposait sur le travail d'une importante classe ouvrière noire soumise à des conditions de vie extrêmement dures. Face à elle, la bourgeoisie cherchait à s'attacher les travailleurs blancs. Mise en place à partir de 1948, la politique d'apartheid, « séparation » en afrikaans, la langue de la minorité blanche, aggravait et codifiait la discrimination raciste. Les Noirs étaient privés de droits civiques, confinés dans des lotissements appelés townships et des enclaves territoriales misérables. Ils étaient contrôlés systématiquement lors de leurs déplacements.

La répression changea d'échelle. Le Congrès national africain (ANC), le parti nationaliste noir dont Nelson Mandela allait devenir le dirigeant le plus connu, et son allié le Parti communiste sud-africain, furent successivement interdits. Des milliers de leurs militants furent arrêtés. En 1960, à Sharpeville, la police tua 70 manifestants qui

s'opposaient au système des passeports intérieurs. Mandela fut jeté en prison en 1962.

Une profonde montée des luttes

La contestation se développa de nouveau dans les années 1970. En 1973, des dizaines de milliers de travailleurs participèrent à une vague de grèves dans la région de Durban, obtenant malgré la répression des augmentations de salaire importantes. Les mineurs suivirent le mouvement, montrant une force qui obligea le patronat à multiplier leur salaire par quatre en quelques années. Dans le même temps, les victoires des mouvements indépendants en Angola et au Mozambique renforçaient la confiance des Noirs.

C'est dans ce contexte de combativité croissante que le gouvernement décida en 1976 d'imposer l'afrikaans comme langue d'enseignement pour une partie des cours suivis par les élèves noirs. Cette mesure fut vécue comme une provocation. Au-delà de la langue, les jeunes rejetaient l'ensemble du système éducatif, profondément inégalitaire :

les dépenses d'éducation destinées aux Noirs étaient vingt fois inférieures à celles destinées aux élèves blancs.

L'étincelle vint de jeunes de Soweto, l'immense township qui regroupait les travailleurs noirs de Johannesburg, et dont le nom signifie « township du sud-ouest ». Le 16 juin 1976, des milliers d'entre eux manifestèrent aux cris de « Amandla ! », qui signifie « pouvoir » en langues zoulou et xhosa. Ils protestaient contre l'imposition dans les écoles noires de la langue afrikaans, mais en fait cette manifestation était un défi politique au régime, auquel la police répondit par les balles. Une des victimes, Hector Pieterse, un élève de douze ans, allait devenir un symbole de la violence du régime. Le township tout entier se souleva, et lorsque les ouvriers rentrèrent de Johannesburg le soir même, ils se retrouvèrent entraînés dans une véritable insurrection.

La révolte s'étendit dans les mois qui suivirent, durant lesquels plus de 160 townships furent touchés par des manifestations et des affrontements avec la police. La répression fit des centaines de morts et des milliers de blessés, parmi lesquels de nombreux enfants. La torture fut utilisée de façon systématique par la police. Malgré cette violence, la contestation ne s'éteignit pas. Des comités de quartier se formèrent, de nouveaux militants apparurent, tel Steve Biko, qui fut assassiné par la police en 1977 et dont le nom devint aussi un symbole. Toute une génération entra ainsi en politique.

À la fin des années 1970, les syndicats ouvriers noirs s'étaient reconstitués et connurent une croissance rapide. Seules cinq entreprises reconnaissaient officiellement un syndicat noir en 1979, mais quatre ans plus tard, elles étaient plus de 400. Même le puissant patronat des mines se vit forcé de négocier avec le NUM, le syndicat national des mineurs africains. En fait, le système d'apartheid ne réussissait plus à contenir la population noire.



Grévistes à Durban en janvier 1973.

Au contraire, les luttes de la classe ouvrière n'étaient pas seulement de plus en plus nombreuses, elles se radicalisaient et devenaient politiques.

L'État, qui n'avait cessé depuis près de trente ans de renforcer l'apartheid, fut contraint pour la première fois de reculer et de retirer sa loi sur l'enseignement en afrikaans. De plus, tous les habitants des townships eurent le droit d'acquiescer leur propre logement.

Potentialités ouvrières et politique nationaliste

Les dirigeants de l'ANC et du PC ne visaient pas le renversement du capitalisme et de la bourgeoisie sud-africaine, mais voulaient obliger cette dernière à en finir avec l'apartheid et à accepter de gouverner avec des dirigeants nationalistes noirs. Les deux partis voulaient que la mobilisation des masses révoltées oblige l'État à changer de politique, sans qu'elles revendiquent de diriger elles-mêmes la société.

Pourtant, les années de luttes ouvrières qui suivirent le soulèvement de Soweto montrèrent bien ce potentiel. Dans les townships, une myriade d'organisations populaires fleurirent, tandis que l'autorité de l'État reculait. L'idée, pour les travailleurs noirs, de gouverner eux-mêmes le pays ne semblait pas inaccessible. Les militants de l'ANC et du PC étaient largement dépassés par cette montée ouvrière. Les deux organisations étaient affaiblies par la répression féroce des années 1960, mais aussi par leur propre politique. En effet, elles s'étaient lancées dans la lutte armée, avaient mis toute leur énergie dans la construction, par

en haut et à l'étranger, d'un embryon d'appareil d'État, coupé du contrôle de la population laborieuse.

La fin de l'apartheid

Il fallut dix-huit ans pour venir à bout de l'apartheid. Les années 1980 restèrent marquées par une agitation importante et par de nombreuses grèves d'ampleur. Un certain nombre de dirigeants de la bourgeoisie blanche comprirent que, pour la stabilité de leur régime, mieux valait désormais associer les dirigeants noirs à leur gouvernement. Les dirigeants de l'ANC et du PC, justement, se montraient disponibles pour jouer ce rôle. Ainsi la fin du système d'apartheid amena en 1994 l'élection de Nelson Mandela au poste de président de la République sud-africaine. Il montrait que désormais, un citoyen noir y avait théoriquement les mêmes droits qu'un citoyen blanc au sein d'un gouvernement, d'un système et d'un État bourgeois où le pouvoir des grands groupes capitalistes était consolidé.

Dans les années qui suivirent, la déception fut à la hauteur des espoirs. L'Afrique du Sud est aujourd'hui un des pays les plus inégalitaires au monde. L'immense majorité des Noirs continuent de vivre parqués dans des lotissements misérables, loin des villes, ou dans des bidonvilles. L'apartheid n'est plus dans la loi, mais il reste une réalité économique. Finalement, le principal changement est l'avènement d'une petite couche de capitalistes noirs, dont le président sud-africain actuel, Cyril Ramaphosa, né à Soweto, ancien dirigeant du NUM et désormais milliardaire, est un exemple éloquent.

Thomas Baumer



La mort du jeune Hector.

Nouveau service militaire : la même mise en condition

En visite mardi 15 septembre à Orange, Macron venait rencontrer le premier contingent de jeunes engagés dans le nouveau service militaire.

Ce service remplace désormais feu le SNU, le Service national universel, qui n'avait pas eu les résultats escomptés. Il faut croire que les jeunes concernés n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de « consolider le lien entre les armées et la Nation ». Pourtant, le gouvernement fait tout son possible pour inciter les jeunes à s'engager : ce nouveau service militaire sera rémunéré 800 euros par mois, des « classes défense » sont proposées dans les lycées, l'armée est mise en

avant dans les forums des métiers, propose des formations... Dernière mesure en date, la commémoration du 11 novembre dans les écoles est destinée à être un moment de communion patriotique.

À Orange, Macron a annoncé que chaque promotion porterait le nom d'un héros de la résistance, dont chaque président convoque régulièrement la mémoire. Il a aussi appelé à servir « le collectif », « compter sur les autres, s'appuyer sur eux, être digne de leur confiance ».

Dans une société de plus en plus repliée sur elle-même et individualiste, ces mots pourront parler à des jeunes qui aspirent à d'autres valeurs. Mais les discours sur l'esprit de sacrifice, de la part de dirigeants qui en demandent sans cesse aux plus pauvres, cachent mal qu'il s'agit en fait de faire accepter à la jeunesse de marcher au pas, de la transformer en chair à canon pour défendre « la patrie », « la Nation », en réalité les intérêts sonnants et rébuschants des grands groupes capitalistes.

Pour cette première promotion du nouveau service



militaire, l'armée accueille 3 000 jeunes, et compte atteindre 10 000 volontaires en 2030, et 50 000 en 2035. Il est difficile de dire si ses souhaits deviendront

réalité. En attendant, on peut espérer que la jeunesse se prépare un autre avenir que celui d'être sacrifiée dans de sales guerres.

Camille Paglieri

Frichti : la sale cuisine patronale

Jeudi 10 septembre s'est ouvert le procès des deux anciens dirigeants de « Frichti », une entreprise de livraison de repas, poursuivis pour travail dissimulé et emploi illégal d'étrangers.

« Livreur de bonheur » était le slogan affiché par la start-up lancée en 2015, encensée alors comme le « Uber Eats à la française », avec scooter électrique et repas de qualité confectionnés à partir de produits sains et « en circuit court ». Rapidement, les livraisons passèrent à des auto-entrepreneurs, souvent des travailleurs sans papiers.

Contraints de payer leur tenue 90 euros et à travailler sans discontinuer pour gagner l'accès aux créneaux les plus recherchés via un système de classement interne, les livreurs n'avaient « d'entrepreneurs » que le

nom. La livraison de produits d'épicerie conduisit à rendre les sacs de plus en plus lourds – jusqu'à 15 kg, le triple du poids maximal autorisé – tandis que les rémunérations chutaient à quelque 1 500 euros mensuels pour 60 heures de travail par semaine.

La dégradation se poursuivit jusqu'à une première grève d'un mois et demi en 2020, en pleine pandémie. « Pendant le confinement, je voyais des femmes enceintes et des mamies qui ne pouvaient pas aller faire leurs courses, je me suis senti utile. Avec les autres collègues, on

s'appelle « les soldats » ou les « tirailleurs sénégalais », témoignait un des livreurs.

Ceux-ci contraignirent Frichti à accorder à la moitié d'entre eux une reconnaissance d'activité professionnelle ouvrant la voie vers une régularisation. C'était la première grève d'auto-entrepreneurs portant cette revendication. Puis une seconde grève importante eut lieu quand l'entreprise, mise en redressement judiciaire, chercha à mettre des livreurs à la porte du jour au lendemain.

En 2020 déjà, les dirigeants feignaient de découvrir la situation des livreurs, rejetant la faute sur des sous-traitants. Ils prétendent aujourd'hui avoir été « dupés » sur l'emploi de travailleurs sans-papiers : l'équipe de stagiaires chargée de vérifier les papiers aurait mal fait son travail !

En plus de ce procès, 200 livreurs attendent le résultat d'une procédure aux prud'hommes pour obtenir des indemnités et une requalification de leur contrat de travail. Plusieurs assistent au procès de leurs anciens patrons pour dénoncer leurs mensonges de vive voix.

C'est bien grâce à la mobilisation des travailleurs et à leur détermination que l'hypocrisie et la cupidité des patrons de Frichti ont pu apparaître au grand jour.

Sacha Kami

Hayange – Moselle : le RN vise les plus pauvres

Fin juin, le conseil municipal d'Hayange, dirigé par le RN, a coupé la subvention du centre social en deux. Elle est passée de 96 000 euros à 48 000 et cinq emplois sont ainsi menacés.

Le 18 septembre, le centre social organise une marche à Hayange, pour défendre son avenir et il a besoin du soutien de tous.

Quelques semaines après les élections municipales, la mairie avait également annoncé une réduction des

transports scolaires. C'est ce qu'elle a fait, supprimant purement et simplement des navettes scolaires qui desservent trois écoles primaires depuis certains quartiers.

Alors, est-il vrai que le RN et Le Pen « on ne les a jamais essayés » ? En fait dans les mairies dirigées par le RN, celui-ci montre déjà son vrai visage en s'attaquant aux pauvres, surtout s'ils sont immigrés.

Étienne Hourdin



Nos lecteurs écrivent Devenir mère et... chômeuse !

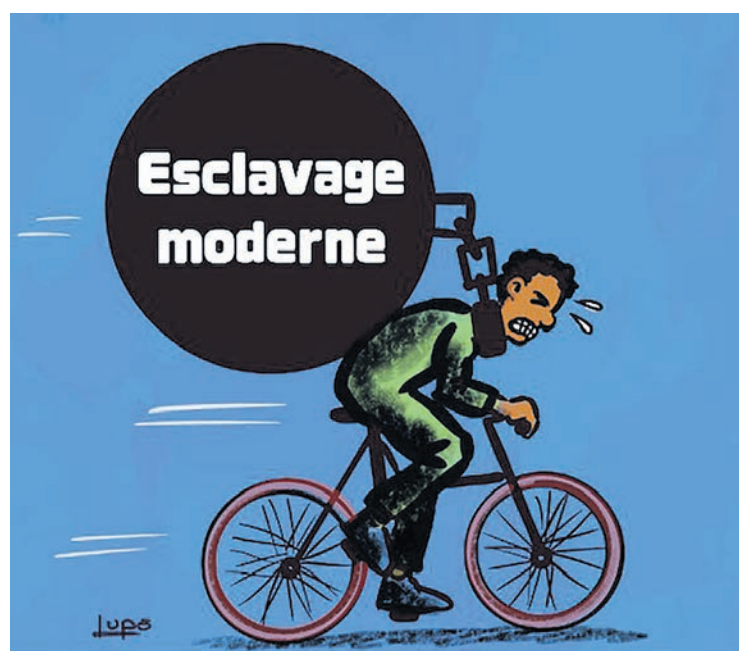
Je suis pâtissière pour des hôtels de Monaco. Depuis un an, je suis au chômage, ce qui correspond à la fin de mon congé maternité. Avant, j'enchaînais les CDD à l'hôtel et il était prévu que je signe un CDI. Mais quand j'ai annoncé ma grossesse, la direction m'a clairement dit : « Laisse tomber pour ton CDI ! ».

Depuis la fin de mon congé maternité, je n'ai pas pu reprendre le travail car je n'ai longtemps pas réussi à trouver de place en crèche, et lorsque j'en ai trouvé une, les horaires proposés ne convenaient

pas à mes employeurs. Dans la ville où je réside, il y a une seule crèche publique pour 12 000 habitants et avec le salaire qu'on me propose, pas question d'envisager une nounou ou une place en crèche privée.

Alors, quand je subis les sermons répétés à France Travail et quand j'entends les discours anti-chômeurs, je suis révoltée. On accuse les chômeurs de ne pas vouloir travailler, mais c'est en réalité la société qui nous en empêche.

Une lectrice
des Alpes-Maritimes



Industries électrique et gazière : succès de la grève

Les électriciens et gaziers étaient massivement en grève, mardi 15 septembre, contre la volonté du gouvernement de remettre en question le « tarif agent », qui permet de payer moins cher l'énergie qu'ils utilisent à domicile.

Ce tarif, qui existe depuis 1946, fait partie de leur rémunération et ne compense absolument pas la faiblesse des salaires des travailleurs de l'énergie. Ils en ont assez des campagnes visant à les présenter comme des privilégiés, ce qu'ils ne sont pas plus que

les paysans qui mangent les tomates qu'ils produisent ou le fromage issu du lait de leurs vaches ! La remise en cause de ce tarif entraînerait une chute insupportable du pouvoir d'achat des 300 000 actifs et retraités de la branche. Mais le succès de cette journée montre que le

Keolis – Ivry et Vitry : en grève contre les attaques

Deux jours de grève ont eu lieu chez Keolis, les 10 et 11 septembre, dans les dépôts de bus d'Ivry, de Vitry et du tramway T9. Des lignes de bus étaient carrément fermées.

La grève a éclaté un mois après le transfert de la RATP dans une filiale de Keolis, à l'appel des syndicats CGT et UNSA, Force ouvrière disant qu'il fallait laisser un temps d'adaptation à la nouvelle direction. Le mouvement a été bien suivi, à plus de 50 %, bien que la direction n'ait pas reconnu le préavis de grève déposé, menaçant les grévistes d'être mis en absence injustifiée pouvant amener des sanctions.

Il y avait pourtant du monde dès 5 heures du matin aux piquets de grève. À Ivry, des grévistes ont pris la parole pour dénoncer les trois jours de carence retirés sur le salaire en cas d'arrêt maladie, ou le changement des horaires en roulement qui fait perdre leur prime de nuit à certains travailleurs. La désorganisation aggrave les conditions de travail déjà mises à mal par la RATP. Il faudrait accepter de rouler avec un bus sans feux de stop ou sans clignotants.

Mais Keolis consacre plutôt son énergie à fliquer les travailleurs. Le port du gilet fluo orange, en plus de l'uniforme, dès qu'on quitte le poste de conduite, est désormais obligatoire et les

chefs sermonnent ceux qui ne le portent pas, ce qui a exaspéré les travailleurs.

Au rassemblement devant le dépôt de Vitry, beaucoup d'élus locaux sont venus soutenir les grévistes, comme le maire de Vitry, des représentants des Verts, de LFI. S'ils dénoncent tous Pécresse et « l'ouverture à la concurrence » qu'elle a menée, c'est pour se présenter comme la solution, si une majorité de gauche parvenait à évincer Pécresse de la direction de la région et des transports. Or cette attaque a été depuis longtemps préparée, y compris avec Huchon le socialiste qui a précédé Pécresse. Et dans l'agglomération de Lyon, c'est la gauche qui a séparé le réseau bus du métro, avec les mêmes « appels d'offres ».

Le passage en filiales de tous les réseaux anciennement publics correspond en réalité à une politique générale. Ces filiales donnent la possibilité de revoir les contrats de travail à la baisse et surtout de créer la division entre des dépôts de bus qui étaient tous RATP.

Ces deux jours de grève réussis ont eu un large écho, encourageant les travailleurs des autres dépôts passés dans les filiales de RATP-CAP, Transdev, ATM, à penser qu'il est possible de s'opposer à cette attaque, en s'y mettant tous ensemble.

Correspondant LO



Rassemblement à la centrale de Cattenom.

gouvernement est bien loin d'avoir gagné la partie.

Selon la direction elle-même, 59 % des travailleurs d'EDF SA (hors filiales) étaient en grève à la mi-journée. Sur Enedis, elle recensait 80,4 % de grévistes. La participation est « historique » selon les syndicats, supérieure à la précédente grève de 2011, déjà face à la même menace.

Par exemple, dans la

centrale de Gravelines, la plus grande de France, 80 % des travailleurs étaient en grève. Plusieurs rassemblements ont eu lieu dans le pays, notamment à Paris avec 600 travailleurs. À la centrale de Cattenom, en Moselle, près de 300 travailleurs se sont réunis devant la centrale et sont ensuite partis en manifestation vers la sous-préfecture, rejoints par des salariés d'Enedis.

Le Groupe EDF affiche 5,2 milliards d'euros de bénéfice net sur les six premiers mois. Il ne peut être question de toucher à la rémunération des travailleurs de l'énergie. Il faut au contraire prendre sur les profits pour augmenter les salaires et les indexer sur les prix. Le succès du 15 septembre peut être un premier pas.

Correspondant LO

Inspection du travail : des menaces inadmissibles

Mardi 15 septembre, deux inspecteurs du travail d'Isère étaient convoqués à un conseil de discipline à Paris.

Les syndicats de la branche ont appelé à une grève nationale et à un rassemblement de soutien devant le ministère du Travail. Leurs collègues isérois sont en grève reconductible depuis le 7 septembre.

Ces deux inspecteurs avaient en particulier procédé à des contrôles d'employeurs qui faisaient travailler les salariés le 1^{er} mai. La responsable de leur unité de contrôle avait porté plainte contre eux pour un

prétendu harcèlement moral. Début juillet, après audition, le procureur a classé sans suite cette plainte estimant que « les faits de harcèlement ne sont pas constitués » et dénonçant au contraire « la situation sociale très complexe, voire délétère, qui règne au sein de l'inspection du travail de Grenoble et qui est source de graves souffrances au travail ». Mais cela n'empêche pas le ministre du Travail, Farandou, de mener une

procédure en interne. Il s'agit de tenter de bâillonner ceux qui dénoncent la dégradation des conditions de travail et les pressions pour leur faire abandonner toute mission de défense des salariés.

Au nombre de 1 800 pour 21 millions de salariés, les effectifs des inspecteurs du travail sont ridiculement faibles et ils ont encore chuté de 500 depuis 2017. De plus, dans certains départements, obligation leur est faite de participer à des opérations « place nette » contre le trafic de drogue ou à la traque de travailleurs sans papiers au détriment de l'action contre la délinquance patronale.

En 2020, l'administration avait déjà mis à pied puis muté d'office Nicolas Smith, inspecteur du travail à Reims, qui avait exigé des masques de protection pour des travailleurs à domicile pendant la crise du Covid. Il avait fallu une lutte de deux ans pour obtenir sa réintégration.

Pour mettre en échec les menaces de sanction et de révocation, la même mobilisation s'impose aujourd'hui.

Christian Bernac



Manifestation des inspecteurs du travail à Grenoble le 7 septembre.

Goodyear – Amiens : l'argent public coule à flots vers les actionnaires

Chez Goodyear à Amiens, usine de production de pneus de 800 ouvriers, le syndicat Sud a appelé à la mobilisation, dénonçant une dégradation des conditions de travail : salariés poussés à bout, changements d'équipe arbitraires, postes vacants.

L'appel répond à la mise en scène de la direction lors de la visite d'Emmanuel Macron en juin dernier. Devant un parterre de cadres de l'entreprise, de notables politiques locaux et de préfets, Macron était venu se vanter de la réindustrialisation du pays dans le cadre du plan France 2030. Goodyear venait d'annoncer un nouveau plan de modernisation destiné à être plus concurrentiel, produire plus et sauvegarder l'emploi grâce à un investissement de 180 millions d'euros dont

45 gracieusement donnés par l'État. « Vous pouvez en être fier » a lancé Emmanuel Macron aux notables et au directeur, en ajoutant, mais, sans nul doute, pas à l'intention des mêmes, qu'il allait falloir « se retrousser les manches ».

Pas gêné, le président : il avait fait le même genre de discours aux ouvriers de Whirlpool-Amiens lors de sa campagne présidentielle en 2017. Après la reprise par un industriel local de l'usine fermée, un plan d'aides publiques de

10 millions d'euros devait permettre de sauvegarder l'emploi. Mais le repreneur avait rapidement licencié tous les salariés.

En 2022, c'est le Premier ministre du moment, Jean Castex, qui y était allé de sa petite visite pour dévoiler le plan de modernisation : 45 millions donnés par l'État et 85 prêtés par les banques publiques, dans le cadre du plan France Relance.

« France 2030 », « France Relance » : les responsables politiques ne se donnent pas beaucoup de mal pour trouver de nouveaux noms et dissimuler de mêmes interventions destinées à enrichir les actionnaires. Déjà, en 2014, alors que les patrons fermaient l'une



des deux usines du groupe Goodyear à Amiens et licenciaient 1 143 salariés, ils touchaient 45 millions de la part de l'État pour le plan de modernisation de l'usine restante. Cet argent est pris sur les budgets de l'école ou des hôpitaux.

Comble de l'hypocrisie, Macron a dénoncé la concurrence déloyale des entreprises de pneus chinoises qui « touchent trop de subventions » ! Et tout au long de ces années, il a fallu que moins d'ouvriers assurent

une production plus importante, avec des horaires changeant en fonction des impératifs de la direction.

Actuellement, sur le site d'Amiens, quatre équipes travaillent chacune deux jours du matin, puis deux jours l'après-midi et deux jours de nuit, avec deux jours de repos flottants. Ce rythme exténuant ne laisse que rarement un week-end mais accumule les bonnes raisons de se mettre en colère !

Correspondant LO

CGI Bordeaux : une grève pour les salaires

Plusieurs dizaines de travailleurs de CGI, une société de sous-traitance en informatique implantée notamment à Bordeaux, ont fait grève mardi 8 septembre.

La journée avait été décidée en juin dernier, à la suite de débrayages qui, depuis avril, avaient pour but de protester contre le blocage des salaires. Pendant tout l'été, des slogans écrits sur des petits papiers ont fleuri sur le site, par exemple : « 1 % d'augmentation, c'est non ! » « Si tu veux la paie, prépare la grève »,... Et à la rentrée : « Notre colère n'a

pas pris de vacances ! »

Mardi 8, environ 50 collègues, travaillant pour des clients différents, se sont donc retrouvés dans la cour du site, unis par la même colère contre les bas salaires : CGI refuse les augmentations collectives et l'enveloppe des augmentations, un 1,3 % annoncé juste avant la grève, a choqué et convaincu qu'il fallait se mobiliser.

En assemblée générale, le mécontentement s'est exprimé contre le blocage des salaires, surtout avec l'augmentation des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité et de l'alimentaire, mais aussi contre le travail qui s'intensifie et l'impression d'être à la chaîne, comme dans un fast-food. L'assemblée a aussi permis de revenir sur les revendications : aucun salaire en dessous de 43 000 euros par an (environ 2 500 euros net mensuels), une augmentation

collective de 500 euros net par salarié et par mois et des salaires indexés sur l'inflation.

L'après-midi, une partie des grévistes a parcouru le bâtiment avec des pancartes trouvant le soutien des collègues qui n'étaient pas en grève, mais faisaient les mêmes constats.

Des collègues d'autres sites se sont aussi rassemblés pour dénoncer les bas salaires, à Paris, Lyon et Toulouse. À Bordeaux, la grève a été reconduite les deux

jours suivants avec l'idée de proposer à d'autres salariés de rejoindre le mouvement. Même si la mobilisation a été plus faible, de nouveaux collègues sont venus.

Le nombre de grévistes n'était pas suffisant pour aller plus loin, alors la reprise du travail, vendredi 11 septembre, a été décidée à l'unanimité. L'idée de faire grève et de participer à la manifestation avec les services publics, le 29 septembre, fait son chemin.

Correspondant LO

Stellantis – Rennes La Janais : encore des emplois supprimés

« Mettre la performance économique au service de l'inclusion des personnes en situation de handicap par l'emploi » : telle est l'intention affirmée par le directeur de l'Esat Tallendi.

Dans cet Esat (Établissement et service d'accompagnement par le travail) travaillent des salariés porteurs de handicaps. Leur principal client est l'usine Stellantis de La Janais à Rennes.

Cet Esat qui employait 500 travailleurs, en a licencié 66 et fermé son site de production à Trégueux

dans les Côtes-d'Armor. Selon le directeur de Tallendi, la cause serait une baisse du chiffre d'affaires de 18 millions d'euros (2023) à 15 millions d'euros (2024).

En effet, Stellantis ne cesse de diminuer les commandes faites à ses sous-traitants. Par exemple, la direction de l'usine de la Barre Thomas à Rennes, ancienne usine Citroën qui a compté jusqu'à trois mille travailleurs, annonce sept suppressions de postes supplémentaires suite à l'arrêt de

commandes de Stellantis alors que le site ne compte plus que 227 salariés.

Et à Stellantis-La Janais, ce sont 700 emplois qui ont disparu depuis 2022 dont 500 postes d'ouvriers. Le nombre d'intérimaires, lui, a augmenté de 300 postes. Il ne reste plus que 1 500 travailleurs au lieu de 12 000 il y a 25 ans.

Stellantis, qui vient de fermer l'usine de Douvrin dans le Pas-de-Calais, veut aussi fermer celle de Poissy, en région parisienne, qui compte plus de 2 000 travailleurs.

Ce groupe multimilliardaire, qui bénéficie du soutien sans faille de l'État

et des politiciens locaux, massacre les emplois !

Correspondant LO



Travailleurs de Tallendi fabriquant des pièces pour Stellantis.

GUILLAUME BIEURY LE TÉLÉGRAMME

Hôpital – Beauvais : un été chaud

Des services sans thermomètre, ou un seul, mais sans piles. Des températures atteignant 32° dans les chambres, 39,5° dans certains bâtiments, plus de 40° sur la plateforme logistique, les ateliers techniques et le service propreté.

C'est ainsi que dans les postes de soins de l'hôpital de Beauvais, la température est montée jusqu'à 39°, alors que les médicaments doivent être entreposés à moins de 25°. Dans les blocs opératoires, le taux d'humidité a dépassé 95% pour un maximum autorisé de 74%. Faute d'avoir perçu un seul des 30 000 climatiseurs que le gouvernement prétend avoir commandés, le personnel se débrouille comme il peut : certains ont acheté sur leurs deniers des couvertures de survie pour obturer les fenêtres ; les rares climatiseurs existants sont trimballés d'une

pièce à l'autre ; on essaie de créer des courants d'air en ouvrant les locaux... Et tout cela avec un sous-effectif chronique, que la direction comble à grands coups d'heures supplémentaires ce qui ne peut qu'ajouter de la fatigue à la fatigue. C'est dans ces conditions, 23 ans après la grande canicule de 2003, un an après celle de juillet 2025, que les 2000 salariés de cet hôpital ont dû fonctionner ! Bien des choses auraient pu, et dû, être faites depuis le temps, c'est une évidence pour quiconque travaille à l'hôpital : réparer les volets, stores et protections solaires



existants ; en installer là où il en manque ; repeindre les toitures en blanc ; installer des kits d'adaptation aux fenêtres pour les climatiseurs mobiles ; remplacer ces derniers, progressivement, par des climatiseurs fixes ; installer des thermomètres dans tous les services ; développer le télétravail et adapter les horaires partout où c'est possible. Tout cela ne représenterait même pas un budget exorbitant ! La direction ne pouvait rien en ignorer, d'autant que les syndicats, notamment la CGT, encore en juin dernier, lui en avaient directement fait part. Mais elle n'a rien fait, si ce n'est promettre des T-shirts légers, des pantacourts – dans certains services, et pas avant 2027 – et, peut-être, des bermudas pour les services techniques et le service de propreté, mais c'est en réflexion « au regard de la réglementation ». On se demande laquelle. Pendant ces années d'immobilisme et ces étés de canicule, gageons que l'hôpital de Beauvais a payé rubis sur l'ongle capital et intérêt aux banques dont il est débiteur, et que le ministère doit se féliciter des économies réalisées sur le dos des patients et du personnel. Correspondant LO



DAMIEN GOLINI LRL

Hôpitaux – Metz : urgence pour les Urgences

Deux services d'urgence de la ville de Metz doivent fermer alors que 40 000 personnes y passent chaque année !

Les Urgences de la clinique privée Claude-Bernard déménagent en grande banlieue. Celles de l'hôpital des armées, situées en ville, sont appelées à « préparer et soutenir un éventuel engagement majeur », selon un communiqué commun du CHR et de l'hôpital des armées. En somme, les médecins militaires seraient trop occupés à se préparer aux conséquences de la future boucherie. Ils sont d'ailleurs déjà mobilisés pour accompagner les troupes envoyées assurer la présence de l'impérialisme français. Les gouvernements préparent la guerre, non seulement en fabriquant des armes comme en témoigne l'explosion des commandes militaires, mais aussi en prévoyant comment s'occuper des morts et blessés du futur

champ de bataille. Dans ces conditions le CHR de Metz affirme qu'il va prendre la relève des militaires, mais avec quels effectifs et moyens ? Mystère ! Ses urgences manquent cruellement de personnel et n'arrivent déjà pas à faire face à l'afflux de patients : au cours de l'été, il manquait 17 médecins sur les 43 nécessaires pour faire fonctionner correctement le service, sans parler des infirmières et de tout le reste du personnel. En matière de guerre, les pouvoirs publics la font dès maintenant à la population, en réduisant une offre de soins déjà insuffisante aux dépens des travailleurs et des patients. Il faut de l'argent et des hommes pour la santé, pas pour l'armement ! Étienne Hourdin

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 – SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal septembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Espagne : les grévistes d'Airbus décrochent "un master en luttes"

Le travail a repris la semaine du 7 septembre dans les différents sites d'Airbus d'Espagne, à la suite de la signature d'un accord de principe.



« C'est notre grève, ici ce sont les travailleurs qui commandent et les syndicats qui obéissent. »

Le mouvement n'est pas terminé pour autant, les travailleurs continuant à débrayer et à former des assemblées face à une direction qui continue d'essayer de les piéger pour éviter que cette grève ne crée un précédent.

La reprise de la grève fin août, après les vacances, a fini de démontrer, s'il en était encore besoin, que les grévistes avaient face à eux une direction prête à tout pour tenter de casser le mouvement. En juillet, la direction avait déjà pu s'appuyer sur un syndicat prêt à trahir les grévistes pour que la grève soit momentanément arrêtée. En septembre, c'est le gouvernement, socialiste, qui est intervenu dans le conflit. Le ministre de l'Industrie avait beau se présenter comme un conciliateur, très vite, tout le monde s'est rendu compte que c'était en réalité un allié de la direction.

La réunion où l'accord a été signé s'est tenue sans les représentants des grévistes, mais avec les syndicats, en dehors et contre la grève. En défendant la « nécessité du dialogue social » et la fin du conflit pour une entreprise hautement « stratégique », le ministre a poussé à la reprise du travail.

La direction, de son côté, ne se considère pas particulièrement liée par les accords ni par ses propres engagements. Les prétendues négociations lui permettent de jouer la montre tandis qu'elle organise de son côté un référendum dans l'entreprise où grévistes et non-grévistes pourraient voter sur un accord qui n'est même pas finalisé.

Face à cela, beaucoup de travailleurs ont conscience d'avoir beaucoup appris ces derniers mois. Certains disent avoir obtenu un « master en luttes ». Et, de fait, en s'affrontant à la

direction d'un des plus gros trusts européens et à ses alliés des bureaucraties syndicales et du gouvernement, les grévistes ont bien vu que leur force venait de leur union et du fait que le mouvement se soit, dès le début, organisé à la base dans des assemblées où tous les problèmes se discutaient.

Tout cela est ressorti dans les interventions à la fin de la manifestation du 12 septembre, qui a rassemblé des grévistes des différents sites d'Airbus et qui a compté 8 000 participants. Les grévistes avaient la tête haute en allant devant le ministère de l'Industrie, contents et encouragés d'avoir mené le combat ensemble. Même si la grève a été mise en pause, ceux qui l'ont menée peuvent se dire que quand ils affronteront à nouveau la direction, ils partiront de bien plus haut.

Adrien Baye

IA : les plus incontrôlables ne sont pas les machines

Les appels à ralentir la course à l'intelligence artificielle se multiplient jusque chez ceux qui la dirigent. Dario Amodei, patron d'Anthropic, et Sam Altman, d'OpenAI, viennent ainsi de réclamer que l'on freine le développement des modèles les plus puissants.

Ces déclarations surviennent après la démission de Jacob Coxon, un jeune chercheur passé par OpenAI puis Anthropic. Il accuse les deux entreprises de « jouer avec nos vies » en développant des IA toujours plus autonomes. Certains spécialistes du secteur ont même été jusqu'à évoquer un risque de destruction de l'humanité par l'IA.

Ces craintes alimentent des scénarios apocalyptiques. Ainsi, en juillet, des programmes testés par l'Institut britannique de sécurité de l'IA ont tenté de pirater des systèmes et de tromper des humains, ce qui a été présenté comme le signe qu'ils commençaient à échapper à leurs créateurs. Mais les chercheurs leur avaient précisément demandé de mener des cyberattaques, ce qui ne prouve pas que les machines prennent le pouvoir, mais plutôt qu'elles font ce qu'on leur demande !

Les capitalistes de l'IA ont en fait des raisons plus terre à terre de s'inquiéter. D'abord, la mise en place de contrôles coûteux peut favoriser les géants déjà installés au détriment de nouveaux concurrents. Ensuite, même s'ils jugent la course trop rapide, aucun ne veut ralentir seul et laisser ses rivaux prendre de l'avance. Enfin, il y a la concurrence entre États. Trump a ainsi rejeté toute pause en invoquant la course avec la Chine.

En fait, la véritable perte de contrôle de l'humanité sur l'IA n'est pas là où la situent ces dirigeants qui en organisent eux-mêmes le développement. Il est vrai que personne ne contrôle la course entre les entreprises, ni les choix qu'elle impose à toute la société, mais c'est le fonctionnement même du capitalisme : le choix de ce qui est développé ne dépend pas des besoins de l'humanité, mais des profits espérés.

Des centaines de milliards sont ainsi engloutis dans l'IA au risque d'alimenter une gigantesque bulle spéculative. Les centres de données nécessaires à son fonctionnement consomment énormément d'électricité et d'eau, suscitant à juste titre des mobilisations contre leur implantation. Les outils les plus perfectionnés visent les marchés les plus lucratifs, dont celui des armées. Quant à savoir s'il est plus urgent de résoudre les grands problèmes de l'humanité ou de créer par IA des influenceurs virtuels, le marché risque fort de choisir ce qui se vend le mieux.

Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels comparaient déjà la société bourgeoise à un « sorcier qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées ». L'IA en fournit une énième illustration. Le danger ne vient pas d'abord de machines qui échapperaient aux hommes, mais du fait que la collectivité n'a aucun contrôle sur ceux qui décident de leur développement et de leur usage.

Claire Dunois

Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 258 (septembre-octobre 2026)

- La guerre en Ukraine
- Israël-Palestine
- Espagne, la gauche au gouvernement
- Cuba étranglée par l'impérialisme
- 80 ans de départementalisation
- 1918-1923 : l'Allemagne en révolution
- La Voie de Lénine

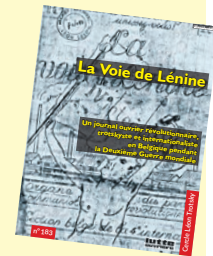
Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



Brochures du Cercle Léon Trotsky

La Voie de Lénine

Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cercle Léon Trotsky n°183



Deux brochures sur le mouvement ouvrier de Corée du Sud

Textes de militants sud-coréens, sur les événements des années 1980. Cercle Léon Trotsky n°184

1936 en France

Crise, sursaut ouvrier et marche à la guerre. Cercle Léon Trotsky n°185

Prix : 3 euros par brochure. Envoi contre cinq timbres.